



# AGIR MAINTENANT ! TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 7 FEVRIER 2019

Dans le contexte de crise sociale que traverse le pays actuellement, et qui résulte principalement des politiques d'austérité menées depuis des années, le gouvernement accélère ses attaques contre la Fonction Publique.

Concernant le grand débat lancé par le Président de la république, il est présenté de façon biaisé au regard des enjeux de services publics, et nul doute que la DGFIP va une fois encore, faire les frais des arbitrages budgétaires à venir.

Avant même la fin de ce débat public, le Directeur Général n'a d'ailleurs pas attendu, pour **élaborer un plan de destruction massive du réseau de la DGFIP**, visant à ne laisser subsister à l'horizon 2022, que quelques points de contact dans les territoires et de rares sites regroupés dans les centres urbains !

Dans le même temps, et dès ce premier trimestre 2019, il somme ses Directeurs locaux de démarcher les collectivités locales, en vue de **transférer les missions du secteur local aux collectivités, et d'y détacher d'office les agents de la DGFIP**. Demain, au travers du projet d'agence des prélèvements obligatoires, ce sont tous les personnels qui seront impactés, **personne ne sera épargné !**

Au sujet du PAS, son déploiement débouche sur une multiplication de démarches pour les contribuables, et génère de fortes surcharges de travail pour les agents ainsi qu'une dégradation de leurs conditions de travail.

Dans ce contexte, et suite, à l'appel à la mobilisation des organisations nationales de la DGFIP, les syndicats départementaux Solidaires, CGT, FO des Finances Publiques, alertent les personnels sur **les dangers graves et imminents** qui pèsent sur nos emplois et nos missions !

Dans le prolongement des mobilisations déjà initiées dans plusieurs départements, et au sein des centres d'appels le 28 janvier dernier, les syndicats Solidaires, CGT, FO du Morbihan, appellent les agents à participer, y compris par la grève, à la journée d'action du mardi 5 février, et à se mobiliser massivement par la grève le jeudi 7 février 2019, pour défendre nos missions, nos emplois pour exiger :

- Le retrait du plan de démantèlement du réseau du Directeur Général : « géographie revisitée » et agences comptables,
- L'arrêt des suppressions d'emplois, et du plan pluriannuel qui à l'horizon 2022 pourrait supprimer plus de 20 000 emplois à la DGFIP,
- Une véritable reconnaissance des personnels, par l'augmentation du point d'indice et des possibilités de promotion, ainsi que le retour d'un plan de qualification supprimé par le Ministre Darmanin,
- L'attribution pour tous de la prime de 200 €, et un abondement immédiat de l'IMT équivalent.
- la prise en compte de l'intégralité de la rémunération indemnitaire pour la retenue pour pension,
- Le retrait du plan de destruction de la Fonction Publique qui prévoit, la contractualisation des emplois, le salaire au mérite, la disparition des instances de représentation CAP et CHS-CT, et des plans de départ....
- Le retrait du projet de retraite par points qui vise notamment à faire disparaître le code des pensions et donc le statut général de la Fonction Publique.

# **JEUDI 7 FEVRIER 2019**

**GREVE - RASSEMBLEMENT** devant la  
**Direction des Finances Publiques:**  
**35 boulevard de la Paix à Vannes**  
**dès 10 H**

# **AGIR MAINTENANT !!**